

Des problèmes d'audition dans l'audit sur les maisons médicales?

«*Nous ne sommes pas vraiment entendus*», dit-on en substance du côté de la Fédération des maisons médicales (FMM). Pour rappel, Maggie De Block a instauré il y a environ un an un moratoire sur le financement des maisons médicales et commandé à la société KPMG un audit sur l'organisation et la structure des coûts des MM. Le moratoire devait être levé fin juin, mais il n'en a rien été: l'audit est toujours en cours, et critiqué. Notamment pour des signes faisant craindre une incompétence manifeste du côté du cabinet ou de KPMG, d'après les commentaires de la FMM.

La FMM s'est fendue d'un communiqué accusateur le 30 août dernier: «*La FMM veut un secteur assaini, la ministre veut le tuer (...), mettant en danger l'accessibilité aux soins de 350.000 patients, l'emploi de plusieurs milliers de travailleurs, et les soins de santé généralistes sociaux, locaux et associatifs. (...) Depuis de nombreuses années, et en collaboration avec la VWGC (notre équivalent flamand), nous mettons tout en place pour permettre un secteur assaini des pratiques déviantes. Nous avons notamment proposé une étude du KCE, indépendant, qui a été refusée. Nous ne partageons pas les positions extrêmes de boycott prises par une petite minorité de pratiques associées à l'extrême gauche, dont nous nous distinguons par notre pluralisme et notre combat politique non partisan. Mais nous condamnons également la méthode violente, inadaptée et inefficace choisie par la ministre, [qui] préfère assommer le secteur d'un moratoire ne générant aucune économie pour la sécurité sociale, afin de piloter en toute discrétion un audit à charge. Pour cela, la ministre avance des arguments erronés: elle prétend la croissance du budget pour le secteur alors que celle-ci est liée à la croissance du nombre de patients inscrits. En d'autres mots: nous coûtions plus cher car nous*

soignons de plus en plus de gens. Et ce n'est pas sans lien avec la croissance de la précarité dans notre société, elle-même liée aux politiques d'austérité choisies par notre gouvernement. Les patients qui se voient refuser l'accès aux maisons médicales à cause de ce moratoire iront, au mieux, se faire soigner en médecine libérale ou aux urgences des hôpitaux, ce qui ne changera rien dans le budget des soins de santé et, au pire, reporteront les soins, ce qui engendra des coûts supplémentaires pour des maladies prises en charge à des stades plus avancés.

Aucun dialogue direct

Mais qu'est-il reproché à cet audit, outre le retard mis à le lancer? «*Une méthodologie plus que douteuse*», avance Christophe Cocu, le secrétaire général de la FMM. «*Elle pointe certains aspects mais en oublie d'autres. Le lancement de l'audit a également été mené dans la précipitation: sur les 51 questions posées, toutes sauf trois ont été retournées à KPMG pour réécriture. Par ailleurs, certaines questions sont restées hors propos (...). Le questionnaire s'est par contre largement étendu sur les résultats comptables, sans prendre en compte des critères de qualité des soins délivrés.*»



«*Le questionnaire s'est largement étendu sur les résultats comptables sans prendre en compte des critères de qualité des soins délivrés*», déplore, entre autres, Christophe Cocu, le secrétaire général de la FMM.

La première phase de l'audit, qui consistait en une rencontre préliminaire, s'est déroulée le 16 juillet et la deuxième – l'audit proprement dit – s'est terminée le 25 août. D'après Christophe Cocu, «*KPMG nous a écoutés lors de la première phase, mais pour nous dire finalement qu'elle ne savait rien faire de nos remarques, le cabinet ayant déjà validé le questionnaire... A aucun moment le cabinet De Block n'a accepté de nous rencontrer, alors que nous sommes la plus importante organisation regroupant des maisons médicales travaillant au forfait (100 pour la FMM et une quarantaine pour la VWGC, sur un total de 165). Du reste, il en va ainsi depuis le début de cette législature. Par contre, la ministre a accepté d'écouter la Feprafo (nettement minoritaire, ndlr), qui est visiblement plus proche d'elle que nous.*»

Des actions en cours et en vue

«*Ce qui importe pour nous, c'est que l'audit passe à côté d'éléments essentiels de la*

Un questionnaire pas très pro

Parmi les questions étonnantes que comprenait l'audit, le secrétaire de la FMM cite en exemple celle relative au nombre de patients inscrits au forfait dentisterie... qui n'existe pas!

Et Médecine pour le Peuple?

D'après ce qu'en sait Christophe Cocu, cette structure partage les mêmes avis que la FMM, mais elle aurait refusé de participer à l'audit. Au moment de rédiger ces lignes, Jan Franssen, son coordinateur national, n'avait pas encore donné suite à une demande d'interview.

pratique forfaitaire, en ne se concentrant que sur les aspects financiers», déplore Christophe Cocu. «*Sans prendre en compte la qualité globale, comme par exemple nos bons résultats en termes de taux de vaccination, de prescriptions de médicaments et de prévention, qui limite l'envoi vers la deuxième ligne de soins et génère donc des économies pour la sécurité sociale.*»

Et la suite? «*A l'initiative de KPMG, un échantillon d'équipes médicales devrait rencontrer, équipe par équipe, cette société à partir du 11 septembre. Mais aux dernières nouvelles à confirmer, elle accepterait de rencontrer toute équipe médicale qui le souhaiterait. En attendant, nos membres sont demandeurs de passer à l'action. Ils lancent notamment des pétitions et font appel à nous pour coordonner cette action. Nous demandons la fin du moratoire et, surtout, un véritable dialogue avec le cabinet de la ministre.*»

Dr Claude Leroy



DIAZETOP®

Traitement symptomatique de l'anxiété et des spasmes musculaires squelettiques

le Diazépam au prix le plus bas*

* Comparaison sur base des prix du CBIP

APOTEX
Innovating for patient affordability



APOTEX
Central Nervous System